Le pouvoir aux travailleurs

02 Juillet 2016

N° 223

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE — PAGES

EDITORIAL :

- FACE À LA CHERTÉ DE LA VIE, IL FAUT DES AUGMENTATIONS DE SALAIRES ! ……..…… 3
- ABOBO : LES ROUTES EN PITEUX ÉTAT ..…….. 4
- « *LOGEMENTS SOCIAUX* » : LA MONTAGNE A ACCOUCHÉ D'UNE SOURIS …… 4 - 5
- LE GOUVERNEMENT DÉBLAIE DU TERRAIN POUR LES RICHES EN CHASSANT LES PAUVRES …… 5
- MALGRÉ LES FANFARONNADES DES AUTORITÉS, LE MANQUE D'EAU POTABLE S'AGGRAVE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES 6
- FORCES DE RÉPRESSION, HORS DES CAMPUS UNIVERSITAIRES ! 6 - 7
- TGCC : LES TRAVAILLEURS S'ORGANISENT …… 8
- SITUATION DES JEUNES DIPLÔMÉS EN QUÊTE DE STAGE ……. 9 - 10
- MAURITANIE : GRÈVE À LA MINE D'OR DE TASIAST LES TRAVAILLEURS ONT FAIT PLIER LA DIRECTION …… 11 - 12
- FRANCE : IL Y A 80 ANS, LA GRÈVE GÉNÉRALE JUIN 36 ……... 12 - 13

E d i t o r i a l

FACE À LA CHERTÉ DE LA VIE, IL FAUT DES AUGMENTATIONS DE SALAIRES !

La situation des travailleurs et des populations pauvres devient chaque jour un peu plus difficile. Leur maigre pouvoir d'achat permet de moins en moins d'assurer ne serait-ce que leurs besoins quotidien en nourriture. Cette situation est d'autant plus révoltante que les dirigeants au pouvoir ne cessent de chanter que les affaires vont bien dans ce pays. Cela ne va bien en effet que pour les riches mais pas pour la majorité de la population.

Le gouvernement mène toute une propagande pour faire croire que sa principale priorité du moment est la lutte contre la cherté de la vie. Mais c'est un pur mensonge qui ne peut pas tromper les travailleurs qui voient leur pouvoir d'achat se dégrader au fil des ans.

Jean-Louis Billon, ministre du Commerce et surtout grand capitaliste, premier employeur de Côte d'Ivoire après l'Etat, a eu le culot de prétendre que c'est depuis le temps du gouvernement de Gbagbo qu'il a commencé à lutter contre la vie chère, en tant que Président de la Chambre de commerce et de l'industrie. Il prétend avoir des idées pour *« la bataille de la cherté de la vie »*. Il a parlé de tout et de rien mais en tant que capitaliste s'enrichissant sur le dos des travailleurs, il n'a pas dit un mot sur le fait que les salaires des travailleurs devraient être augmentés en fonction de l'augmentation du coup de la vie. Alors, ras-le-bol assez de leurs blablas !

Les travailleurs n'ont rien de bon à attendre de ces parasites et exploiteurs qui gouvernent ce pays. Ils ne pourront améliorer leurs conditions d'existence qu'en les imposant par la lutte, au patronat et au gouvernement.

L E U R S O C I E T E

ABOBO : LES ROUTES EN PITEUX ÉTAT

La commune d'Abobo est l'une des plus mal lotis d'Abidjan. Située à la périphérie nord d'Abidjan, elle manque cruellement d'infrastructures. Entre autres, les voies bitumées sont en nombre très insuffisant. Les deux principales sont la Voie Express et la route du Zoo. Actuellement, ces deux routes sont en état de dégradation avancée en différents endroits. En dehors des nids de poule dont la taille grandit chaque jour, il y a des pans entiers qui sont totalement dénudés.

Ainsi, le tronçon qui va de ''Samaké'' à la mairie de la commune qui était emprunté par des milliers de véhicules par jour n'est plus praticable depuis plus de deux ans. Il n'y a que des trous et de la vase. C'est une vraie épreuve pour les véhicules et pour les conducteurs qui osent s'y aventurer. Cette voie n'est longue que d'un kilomètre mais les autorités semblent incapables de remettre cette route à neuf.

Les promesses successives n'ont jusque-là pas abouti à un début d'exécution des travaux. Récemment encore, au mois de mars, le 1er ministre entouré de ses ministres, ont organisé une cérémonie de lancement de la réfection de cette route. Ils ont été montrés au journal télévisé donnant des coups de pioche. Mais quatre mois après, rien n'a évolué.

Les abobolais attendent toujours que le ''plan Marshall'' que leur a promis le pouvoir en 2011 soit effectif. Pour le moment, entre le manque d'eau, les baisses et coupures d'électricité, le chômage et l'insécurité chronique, les populations ne savent plus où donner de la tête.

« *LOGEMENTS SOCIAUX* » : LA MONTAGNE A ACCOUCHÉ D'UNE SOURIS

À l'occasion du « *forum international du logement social* », on a assisté aux gesticulations dans les medias du nouveau « *Ministre de l'habitat et des logements Sociaux* ». Il a annoncé en grande pompe le rachat des logements construits aux promoteurs par le gouvernement. Mais, les chiffres annoncés sur l'avancée des travaux donnent un bien piètre résultat. Sur les 60.000 logements attendus en 2015, il n'y a seulement que 3000 qui sont achevés à ce jour; soit seulement 5% des logements attendus. Or le déficit est estimé à plus de 400.000 logements. À ce rythme, les quartiers précaires ont encore de beaux jours devant eux. Quant à l'entrée en possession des acquéreurs pour les quelques logements construits, c'est chanson d'avenir. Cette opération est un véritable fiasco.

L E U R S O C I E T E

De plus, ces logements ne sont sociaux que de nom, car hors de prix.

Par exemple sur le site d'Abadjin kouté sur la route de Dabou, où le groupe CEB a bâti 250 logements de 2 et 3 pièces, les prix sont de 14.5 millions pour les deux pièces et 16.5 millions pour les trois pièces. Autant dire que les travailleurs et les classes pauvres vers qui cette opération était censée être orientée en sont exclus.

Le déficit de logements est tel que se loger dans une ville comme Abidjan est un véritable casse-tête. Cette situation occasionne une flambée des loyers. Dans les quartiers populaires, même pour un simple deux pièces à peu près acceptable, il faut payer 50 à 60 milles Francs de loyer. Pour acquérir un logement, il faut débourser autour de 10 mois de caution. Le gouvernement avait pourtant annoncé une loi qui limitait la caution à trois mois. Mais cette loi est restée lettre morte.

Les travailleurs et les populations pauvres sont contraints de continuer à se loger dans des quartiers précaires, non viabilisés et souvent sans eau ni électricité.

LE GOUVERNEMENT DÉBLAIE DU TERRAIN POUR LES RICHES EN CHASSANT LES PAUVRES

Les populations des quartiers comme Gobelet situé à la Riviera Attoban et Anono baoulé, connu sous le nom de « *9 kilos* » ont été « *déguerpis* » sans ménagements par le gouvernement sous le prétexte qu'elles sont installées dans des zones dites à risques. C'est le prétexte trouvé pour chasser les pauvres des quartiers riches !

Au final, à la place du quartier « *9 kilos* », c'est un supermarché « *Carrefour* » qui y sera construit. Quant aux terrains « *déguerpis* » de Gobelet, ils ont été déjà vendus pour la plupart.

Il y avait bien sûr moyen de viabiliser ces terrains mais l'État n'a pas estimé nécessaire de se donner les moyens pour loger les populations pauvres dans ces endroits qui de surcroît, intéressent les riches.

L E U R S O C I E T E

MALGRÉ LES FANFARONNADES DES AUTORITÉS, LE MANQUE D'EAU POTABLE S'AGGRAVE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

Le problème d'eau potable à Gesco, un quartier ouvrier de Yopougon, est devenu grave. Même les points d'eau vers lesquels on se rabattait quand c'était difficile, sont complètement asséchés. Il arrive rarement que l'on y trouve de l'eau. Quand c'est le cas, non seulement le débit est très faible mais cela dure à peine quelques heures. Certaines personnes ont recours à l'eau de puits, d'autres vont chercher l'eau carrément au marigot dans la forêt du banco. C'est une situation scandaleuse dans un pays qui se dit sur la voie de « *l'émergence en 2020* ».

Dans ces circonstances, pour avoir de l'eau potable, il faut aller vers d'autres sous-quartiers tels que Port-Bouet-2 ou Maroc. Les prix des bidons d'eau de capacité variant entre 20 et 25 litres ont du coup subi une augmentation.

Les bidons de 20 litres qui se remplissaient auparavant à raison de 3 bidons à 100F sont passés à 50 F l'unité. Ceux de 25L et 30L ont aussi augmenté de prix. Lorsqu'il faut les transporter par moto-taxi, le bidon revient à 200 F.

Prenons par exemple le cas d'une famille utilisant en moyenne une barrique de 200L par jour. Les dépenses journalières en eau équivalent à une demi-journée de travail.

Le quartier de Gesco n'est malheureusement pas le seul à être confronté à ce type de problème. C'est une situation générale dans tous les quartiers populaires. À Abobo par exemple, plusieurs sous quartiers sont confrontés aux mêmes problèmes.

Les pouvoirs publics sont bien au courant de cette situation mais préfèrent mener la politique de l'autruche et pondre des discours qui ne leur coûtent rien.

FORCES DE RÉPRESSION, HORS DES CAMPS UNIVERSITAIRES !

Le 17 juin, un véhicule de police roulant à vive allure a mortellement percuté un étudiant au campus de Cocody. Pour un conducteur qui a un minimum d'humanité, lorsqu'il percute un individu, la moindre des choses aurait été qu'il s'arrête pour apporter aide et assistance à l'accidenté. Mais, ces policiers ont continué leur route comme si de rien n'était. Ils estiment sans doute que la vie d'un étudiant ne vaut pas mieux que la vie d'un chien. À voir de plus près, cette histoire frise le meurtre. Cet acte a suscité une manifestation de la part des étudiants pour réclamer le départ des forces de répression stationnées sur le campus et le respect de la franchise sur les campus universitaires.

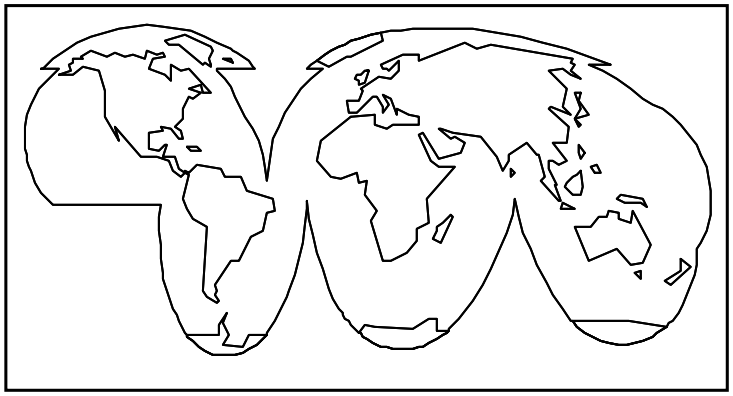
L E U R S O C I E T E

Comment s'étonner de cette attitude de la part des « *corps habillés* » ? Ils ne craignent pas d'être inquiétés par la hiérarchie lorsqu'ils commettent de tels délits considérés comme des « *bavures* ». Récemment sur le campus universitaire, ces mêmes forces de répression ont été envoyées pour mater les étudiants qui protestaient contre leur délogement des cités universitaires. Et ce en vue d'y loger des athlètes pour les jeux de la francophonie. Des jeunes ont été tabassés, des filles ont été violées, mais ces criminels ont été couverts par le gouvernement.

L'indignation générale créée cette fois-ci par ce soi-disant accident a obligé le gouvernement à annoncer l'arrestation du chauffeur pour calmer la situation. Une délégation gouvernementale est allée verser des larmes de crocodile, histoire d'apporter une prétendue compassion aux parents de la victime.

Si l'hypocrisie pouvait tuer …

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

TGCC : LES TRAVAILLEURS S'ORGANISENT

La société TGCC est une entreprise marocaine qui exerce dans le secteur du bâtiment. Elle a plusieurs chantiers à travers Abidjan dont le plus important est la construction d'un hôtel haut de gamme de 225 chambres au Plateau, boulevard lagunaire.

Voici le récit d'un travailleur sur les conditions difficiles de travail qu'ils subissent.

« *Pour nous exploiter encore plus et surtout pour ne pas faire face à nos problèmes, la TGCC sous-traite les travaux avec d'autres petites entreprises. Ce sont ces dernières qui nous emploient. Du coup, elles refusent de nous déclarer à la CNPS, de payer les manœuvres au Smig du bâtiment.*

Le matériel de sécurité manque cruellement sur le chantier. Nous travaillons sans gants. Et quand un travailleur est blessé, pour ne pas pointer, ni sa journée, ni le temps de repos, il est automatiquement renvoyé. Malgré toutes ces conditions nous avons toujours continué à travailler. Mais le dernier geste qui nous a poussé à nous organiser est la diminution de nos salaires.

En effet, l'un des deux sous-traitants payait ses ouvriers à 5 000 F. Les travailleurs ont réclamé le nivellement de leur salaire à celui de l'autre tâcheron qui est de 6000 F. Alors pour toute réponse, celui qui payait 6000 F a réduit ce salaire pour être solidaire avec celui qui payait 5000 F. Suite à ce fait, les travailleurs ont compris que les patrons sont unis quand il s'agit d'exploiter les travailleurs.

Alors, depuis près d'un mois, nous avons commencé à nous réunir tout d'abord chez notre tâcheron et ensuite nous avons associé les autres travailleurs. Au cours de ces réunions entre midi et deux, nous avons vite compris que les problèmes sont les-mêmes des deux côtés. Pour le moment nous continuons de nous réunir pour tisser des liens entre nous sur ce chantier et aussi prendre contact avec nos collègues des autres chantiers.

Nous avons compris que pour s'attaquer à ces problèmes, il faut non seulement s'attaquer aux tacherons mais aussi à TGCC qui est le vrai employeur et le vrai profiteur. C'est pourquoi nous sommes en train d'élargir la mobilisation à d'autres chantiers. »

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SITUATION DES JEUNES DIPLÔMÉS EN QUÊTE DE STAGE

Nombreux sont les étudiants aujourd'hui qui, après le BTS, sont en quête de stage dans le but de valider leurs diplômes. Cette situation est devenue une aubaine pour certaines entreprises qui utilisent ces jeunes gens comme une main d'œuvre corvéable à merci sans débourser un seul sou. Certaines entreprises ne fonctionnent qu'avec ce type de main d'œuvre.

Voici le témoignage d'un jeune étudiant qui en a fait les frais :

« Après l'obtention de mon BTS option agriculture tropicale, je me suis adressé à la FENASCOVICI, une coopérative agricole qui exerce dans le vivrier, pour avoir un stage en vue de valider mon diplôme. Après quelques va-et-vient, je fus finalement reçu par le directeur des ressources humaines pour un entretien. Je m'attendais à des questions techniques dans mon domaine. Mais grande fut ma surprise lorsque les questions posées étaient du genre : « *As-tu la force pour mieux travailler ?* » « *As-tu déjà travaillé avec la machette ?* », « *Souffres-tu d'une maladie ?* », « *Prends-tu des médicaments ?* ». Le DRH a même vérifié mes mains pour savoir si j'avais déjà exercé dans le domaine agricole car pour lui, si oui, je devrais avoir la paume dure. Devant ma surprise, ce dernier m'a rassuré en me disant que j'allais occuper un poste de superviseur à Odienné, une localité située au nord du pays, sans préciser les conditions.

Dans le contrat, la nourriture, le logement, la boite à pharmacie et les équipements de travail devaient être pris en charge par l'entreprise. Une prime de stage devait nous être versée.

Une fois sur le terrain il n'y avait rien de tout ce qui avait été dit. Comme logement, on dormait dans des bicoques en bois qui servaient d'entrepôt de matériel. La nourriture était irrégulière et il fallait faire la cuisine soi-même au fagot. Il n'y avait pas de boîte à pharmacie, pas de matériel de protection comme des gants ou des masques de protection pour pulvériser des produits phytosanitaires qui sont toxiques. Lorsqu'on réclamait, on nous répondait qu'il fallait seulement se laver les mains après la manipulation de ces produits.

Les manœuvres à encadrer, c'était nous-mêmes. Certains parmi nous avaient envie de retourner chez eux, mais il fallait qu'on fasse les trois mois pour valider notre diplôme.

Notre « *défi à relever* » était de confectionner des planches (technique agricole adaptée aux cultures maraichères) sur trois hectares. Cette technique nécessite des moyens. Pour des manœuvres sous contrat, ce travail est payé à 250 000F par hectare et s'il s'agissait d'agriculture mécanisée, l'hectare est payé 600 000 F à 700 000 F. Nous n'avons rien perçu de tout ça. Tout cet argent allait sans doute directement dans la poche du patron. Même les primes qu'ils nous ont promises par mois pour nos petits besoins, on ne les a pas reçues.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

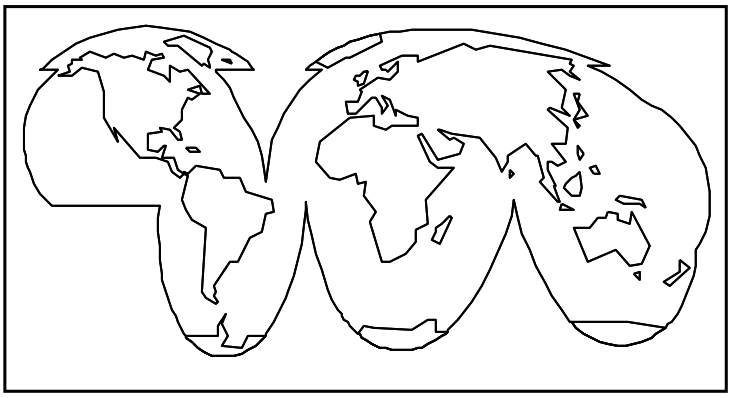
On travaillait tous les jours de la semaine. S'il arrivait qu'on ait un temps de repos les encadreurs trouvaient toujours du travail pour nous occuper. En cas de maladie, il fallait prévenir les parents pour qu'ils s'en chargent. En cas de blessure à la machette ou à la daba on se soignait avec la sève de « *Sékou Touré* ».

Apres la mise en place de la culture, il y a le problème de l'arrosage. La culture du piment nécessite beaucoup d'eau. Ils nous ont fait croire qu'un système d'irrigation de pointe par asperseur devait être mis en place afin de faciliter l'irrigation du champ. Mais tout ça, c'était du pipeau.

Il fallait aller chercher de l'eau dans des arrosoirs à 200 mètres du champ pour irriguer toute la plantation. Lorsqu'on contactait d'autres amis sur d'autres sites, c'était les mêmes choses.

Lorsque les trois mois tiraient à leur fin, on préparait nos rapports de stage. A la veille du départ les maitres de stage et les patrons ont organisé une réunion. Nous étions heureux parce que nous croyions pouvoir toucher la totalité de nos primes de stage. Mais c'était pour nous informer qu'il fallait continuer le stage pour labourer les deux derniers hectares de la superficie restante. Ce n'était pas à négocier. Ils voulaient nous imposer la décision. C'était la condition pour que les maîtres de stage nous assistent lors de la soutenance. Pour moi, c'était un chantage de trop. J'ai pris alors la décision de partir ».

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

MAURITANIE : GRÈVE À LA MINE D'OR DE TASIAST LES TRAVAILLEURS ONT FAIT PLIER LA DIRECTION

Dans le site minier de Tasiast, la production de l'or a été totalement bloquée durant 18 jours à la suite d'une importante grève des travailleurs.

Cette mine d'or et son usine de production, située à environ 250 kilomètres au nord de la capitale mauritanienne, Nouakchott, est l'une des plus importantes de l'Afrique de l'Ouest. L'entreprise emploie au total 2 600 salariés. Rien que sur son site de production il y a plus d'un millier de travailleurs « *permanents* », sans compter les « *non permanents* » et les sous-traitants. Elle appartient depuis 2010 à une société canadienne, Kinross Gold Corporation, par l'entremise d'une filiale locale, Tasiast Mauritanie Limited SA (TML SA).

La grève a éclaté le 23 mai dernier à la suite d'une décision de la direction de réduire les prestations de ses salariés pour augmenter ses profits. Abdallahi Nehah, secrétaire général de la Confédération générale des travailleurs de Mauritanie (Cgtm), une des centrales syndicales qui dirige le mouvement, explique : « *La société a décidé notamment de réduire, à compter du 15 mai 2016, la prise en charge de l'assurance-maladie de 100 % à 80 %, de l'impôt sur les salaires de 75 % à 25 % et le bonus trimestriel de l'équivalent d'un mois de salaire à cinq jours seulement […] Ces avantages sont devenus des acquis salariaux et ne sauraient être diminués sans négociations et accord entre les deux parties* ».

Cette décision est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Le mécontentement couve depuis longtemps. En août 2013 une grève avait éclaté autour d'une plate-forme revendicative en plusieurs points concernant notamment les salaires et la couverture médicale. En octobre 2015 il y a eu aussi un mouvement de colère suite à une suppression d'emplois. Les travailleurs n'ont pas oublié la promesse faite par la direction, quelques années plus tôt, d'embaucher 4 000 salariés. Or depuis 2013 il y a déjà eu deux plans de licenciements : 300 salariés licenciés en 2013 et 148 en 2015.

C'est la soif des dirigeants de toujours augmenter leurs profits tout en diminuant le nombre de salariés et en rognant sur les prestations sociales qui a provoqué la dernière grève. La colère des travailleurs est d'autant plus grande qu'ils voient chaque jour une quantité importante d'or qui sort de l'usine grâce à leur travail alors que la direction veut diminuer le peu qu'ils perçoivent.

Au bout de 18 jours de grève durant laquelle l'usine a été complètement bloquée, la direction a fini par faire marche arrière. Dans un premier temps, elle a essayé de casser le mouvement en tentant de remplacer les grévistes par des sous-traitants. Mais sa tentative a échoué et elle a été contrainte de faire appel à la négociation avec les représentants des grévistes. Elle a officiellement annoncé qu'elle suspendait les mesures prises contre les salariés et qu'elle les soumettrait à la négociation avec les syndicats. Ceux-ci ont alors appelé à la reprise du travail après avoir obtenu la promesse qu'aucun gréviste ne sera licencié et qu'aucune mesure ne sera prise sans négociation.

Rien ne garantit cependant que la direction a définitivement renoncé à son plan de réduire les prestations. Elle reviendra certainement à la charge lorsqu'elle sentira que les travailleurs auront baissé la garde. Son objectif est avant tout d'augmenter les profits pour enrichir les actionnaires de la mine d'or. Mais par leur grève, les travailleurs ont fait la démonstration de leur force collective et ont montré à la direction qu'ils sauront se défendre contre d'éventuelles mesures scélérates.

FRANCE : IL Y A 80 ANS, LA GRÈVE GÉNÉRALE JUIN 36

Le mouvement de grève qui a eu lieu en mai et juin 1936 a été très important dans l'histoire de la classe ouvrière en France. C'était, au début, une riposte contre la montée du fascisme. Par la suite, ce fut la lutte contre le chômage et les bas salaires.

Dans les années trente, la crise économique frappait de plein fouet l'Europe. En France sur environ 12 millions de salariés, plus d'un million était au chômage. En Allemagne, Hitler venait d'arriver au pouvoir. En France aussi l'extrême-droite gagnait du terrain au point que l'Action française et les Croix de feu par leurs manifestations, provoquèrent la chute du gouvernement. C'est la crainte de l'extrême-droite qui mobilisa la classe ouvrière française et la fit réagir par la grève et la manifestation du 12 février 1934. La réaction des travailleurs poussa les socialistes, les communistes et le Parti radical à créer en 1935, un front commun appelé Front populaire.

En février 1936 il y eut des manifestations, des grèves et des rassemblements suivis par des élections législatives. En avril-mai le Front populaire remporta la victoire électorale, avec une nette augmentation des voix communistes. Cela encouragea les travailleurs à continuer les grèves. Le 1er mai fut l'occasion d'une grande manifestation, et le 24 mai, la manifestation traditionnelle au Mur des fédérés rassembla 600 000 personnes.

Au mois de mai, les grandes entreprises de France furent occupées par les travailleurs, comme l'usine Renault Billancourt le 26 mai. D'autres usines comme Chausson, Talbot et Peugeot furent en grève avec occupations. Les partis de gauche, dont le PC, et les syndicats étaient débordés. Un accord local chez Renault permit à la CGT d'appeler à la reprise.

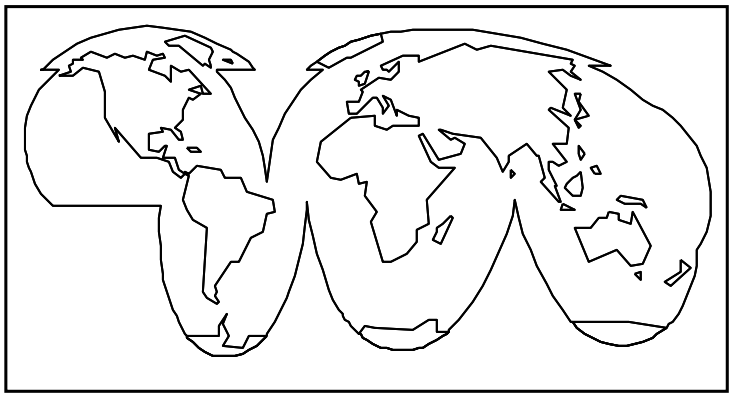
Malgré l'appel de la CGT à la reprise du travail, la grève s'étendit au-delà des grandes entreprises touchant tous les secteurs de l'économie comme celui des grands magasins parisiens. Pendant tout le mois de juin, d'autres catégories de travailleurs rejoignirent le mouvement. Ce fut le cas des garçons de café et de restaurant. Dans les hôtels les femmes de ménage et les concierges se mirent aussi en grève.

Le mouvement était profond et Trotski, alors en exil, considérait que « *la situation était révolutionnaire en France* ». La bourgeoisie comprit que les travailleurs n'étaient pas du tout prêts à reprendre le travail. Elle fut obligée de faire d'importantes concessions. Le Premier ministre socialiste, Léon Blum, se mit à l'œuvre et se pressa d'organiser les accords de Matignon avec les représentants du patronat et des syndicats. Il y eut une augmentation générale des salaires, les reconnaissances du droit syndical, des délégués ouvriers élus dans les usines, des conventions collectives suivant les secteurs d'activités. La semaine de 40 heures fut établie ainsi que les congés payés. Ces acquis furent les conquêtes importantes de ce mouvement de grève.

Mais cela ne suffit pas à arrêter la grève. Le PC et la CGT se mirent à l'œuvre pour peser de tout leur poids et faire reprendre le travail. Ils étaient très implantés chez les travailleurs. C'est à cette occasion que le dirigeant du PC, Maurice Thorez, déclara : « *Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue* ». Les militants du PC incitaient les ouvriers à reprendre le travail. Autant les travailleurs étaient prêts à continuer la lutte, autant les dirigeants communistes les décourageaient. C'est ainsi que se termina cet élan révolutionnaire, uniquement par la trahison de ses dirigeants.

Quand les travailleurs se mettent en lutte de manière déterminée, ils peuvent faire aboutir leurs revendications. Pour aller plus loin, renverser le système capitaliste, il leur faut un parti révolutionnaire prêt à les accompagner jusqu'à la victoire. C'est un tel parti qui a fait cruellement défaut aux travailleurs de France en mai et juin 1936.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.